



**GROUPEMENT D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES**

**NOTRE EUROPE**

**Président : Jacques Delors**

**LE DÉBAT INTELLECTUEL SUR L'EUROPE**

**AU ROYAUME-UNI**

**Stephen GEORGE**

Titulaire de la chaire Jean Monnet,  
Département des sciences politiques,  
Université de Sheffield

*Études et recherches n° 5*

*Octobre 1998*

44, Rue Notre-Dame des Victoires,  
F-75002 Paris  
Tel : 01 53 00 94 40  
*e-mail : notreurope@notre-europe.asso.fr*

*Etude disponible également en allemand et en anglais*

© *Notre Europe*, Octobre 1998.

## AVANT-PROPOS

Le présent texte est le troisième d'un ensemble d'études publié par le Groupement d'études et de recherches « Notre Europe » présidé par Jacques Delors. Il a pour but de porter un regard neuf sur l'impact du processus d'intégration européenne quant à l'avenir de l'Etat-nation en examinant le débat intellectuel dans les États membres de l'Union européenne.

Les deux premières études ont été publiées au sein d'un ouvrage collectif sur les relations franco-allemandes : il s'agit de « La nation et l'Europe : le débat allemand » par le Dr Donate Kluxen-Pyta de l'université de Bonn et « La nouvelle crise de la conscience européenne : l'Europe politique entre nation et fédération. Regard français » par Laurent Bouvet, Docteur en science politique et chercheur à l'école des hautes études en sciences sociales et à l'université de Sienna <sup>1</sup>

Caractéristique intéressante, cette troisième étude se distingue par le style, mais NON par la qualité, de celles portant sur la France et l'Allemagne à plusieurs égards. Tout d'abord, la notion en elle-même de débat « intellectuel » cadre mal avec l'approche britannique traditionnelle et pragmatique en matière européenne. Stephen George, enseignant dans le cadre de la chaire Jean Monnet au département des sciences politiques de l'université de Sheffield, indique que le Royaume-Uni ne possède pas de classe intellectuelle distincte. Le débat peut en conséquence paraître en partie un débat « de clocher et quelque peu trivial ». Deuxièmement, en dépit de la récente multiplication à droite comme à gauche des « think tanks » qui apportent une contribution de plus en plus importante au débat politique sur l'Europe, ce cercle relativement restreint d'opinions intellectuelles a peu d'impact sur le public. Autre caractéristique frappante du débat au Royaume-Uni aujourd'hui : il tend à se concentrer sur la question de l'union économique et monétaire, bien que les arguments mis en avant par la droite et la gauche reflètent des attitudes plus généralistes envers l'UE. Néanmoins, le Professeur George conclut sur une note optimiste, mettant en valeur un mode de pensée original sur d'autres questions, comme la légitimité démocratique, notamment de la part de la gauche pro-européenne, qui, espère-t-il, apportera une contribution positive au débat européen et encouragera le Royaume-Uni à embrasser un avenir européen.

Nous espérons que « le débat intellectuel sur l'Europe » complétera notre publication d'avril de l'étude de Lionel Barber « Le Royaume-Uni dans l'Europe de demain » (mise à jour traduite en français et en allemand du texte en anglais du Centre for European Reform de Londres) et donnera lieu à une meilleure perception du débat au Royaume-Uni.

Notre ambition à long terme est de publier d'autres études du même type pour chaque État membre afin de constituer un panorama du débat intellectuel sur l'avenir de l'intégration européenne à travers l'Union.

---

<sup>1</sup> *France-Allemagne : le bond en avant*, Éditions Odile Jacob, Paris, 1998.

## INTRODUCTION

L'Union européenne est un thème hautement politisé au Royaume-Uni. Divisant l'ensemble de l'échiquier politique, elle a donné naissance à deux débats, l'un à droite et l'autre à gauche, sans qu'aucun débat réel ne réunisse les deux parties. Même si la plupart des arguments se retrouvent des deux côtés, on n'en assiste pas moins à deux débats distincts.

Si, récemment, tous deux se sont focalisés sur l'union monétaire et sur l'opportunité de l'adhésion britannique à la monnaie unique, les arguments avancés font apparaître en filigrane une réflexion plus générale sur l'Union européenne. À maints égards, les positions n'ont pas beaucoup varié depuis le référendum britannique sur l'adhésion à la Communauté européenne en 1975. L'avis des gens et le cœur de la problématique ont sans doute évolué avec les événements, mais le débat continue d'opposer deux grandes conceptions : l'une pour laquelle l'adhésion britannique à la Communauté (à l'Union) et à la monnaie unique est une bonne chose et l'autre qui en doute. Pour qualifier les deux camps en présence, aussi bien à droite qu'à gauche, nous reprendrons la terminologie communément utilisée de *proeuropéens* d'une part et d'*eurosceptiques* de l'autre.

Nous tenons à souligner que notre propos concerne le seul débat intellectuel et non le débat politique. Ceci implique deux choses. Tout d'abord, que la place accordée aux différents intervenants dans le débat ne reflète pas nécessairement leur importance politique. C'est le cas notamment de la gauche antieuropéenne, de plus en plus isolée au sein de la politique du Parti travailliste. Et deuxièmement, que le fossé est grand entre le débat intellectuel et la perception de la population. Dans une lettre adressée à l'auteur, un observateur universitaire déclarait à ce sujet : « À mon sens, lorsqu'on fait référence au débat intellectuel au Royaume-Uni, il est indispensable de préciser combien il s'écarte du débat populaire où les médias se ruent sans discernement sur les opinions extrémistes des adversaires de l'intégration pour en faire leurs gros titres, sans jamais s'attarder ne serait-ce qu'un instant sur le débat rationnel que mènent les groupes de réflexion, les centres de recherche, etc. Ma connaissance directe de la France ou de l'Allemagne est limitée, mais je crois qu'en France pour le moins, où le débat philosophique fait davantage partie des habitudes intellectuelles de la population, les débats rationnels sont plus répandus (à moins que je ne sois trop naïf ?). »<sup>2</sup>

Je laisse aux lecteurs français et allemands le soin de juger si cette conception de leur pays est naïve, mais pour le Royaume-Uni, on peut affirmer que le débat intellectuel a un effet à peu près nul sur l'opinion de la population. En cas de référendum sur la monnaie unique, peut-être un débat devra-t-il avoir lieu à l'échelon national ; en attendant, les débats restent confinés à un petit groupe d'intellectuels. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils n'ont aucun effet sur le débat politique.

---

<sup>2</sup> Dr Robert Ackrill de l'Université de Leicester ; ses propos rejoignent ceux du Pr Clive Church, de l'Université de Kent à Canterbury, exposés également dans une lettre.

## LE DÉBAT À DROITE

Ce débat a été principalement nourri par des Conservateurs, dont certains anciens ministres connus. C'est la preuve de l'impact de la question européenne sur le Parti conservateur. Jamais, depuis la révocation des lois sur le blé en 1846<sup>3</sup>, aucun débat n'a autant divisé ce parti.

Le Parti conservateur a toujours été le parti du capitalisme, mais aussi du nationalisme. Or, l'Europe a semé la zizanie entre ces deux composantes du conservatisme. Il est de plus en plus clair que beaucoup d'entreprises redoutent les retombées que pourrait entraîner un décrochage partiel du Royaume-Uni par rapport à l'évolution de l'Union européenne. C'est la raison invoquée par Sir Geoffrey Howe lors de sa démission du poste de vice-premier ministre de Margaret Thatcher en 1990<sup>4</sup>. D'autres leaders conservateurs ont déclaré à cette occasion que l'Union européenne devait rester un ensemble d'États-nations.

### *La droite proeuropéenne*

Les figures de proue de la droite proeuropéenne sont des anciens ministres du gouvernement : Sir Geoffrey Howe, Michael Heseltine, Kenneth Clarke et Sir Leon Brittan (vice-président de la Commission européenne)<sup>5</sup>. Cependant, à travers toute une série d'écrits polémiques rédigés par des Conservateurs proeuropéens moins en vue, le Conservative Group for Europe a lui aussi fortement contribué à ce courant<sup>6</sup>.

Leur argument en faveur de l'adhésion britannique à la monnaie unique est que celle-ci profitera à la fois aux entreprises et aux consommateurs en éliminant les frais de change et les coûts liés à la fluctuation des taux de change avec nos principaux partenaires commerciaux, ce qui rendra les prix plus transparents et fera du marché unique une réalité. Elle devrait également apporter la stabilité des prix à laquelle les gouvernements britanniques ne sont pas parvenus. Selon Quentin Davies, député conservateur sans portefeuille, tous les Conservateurs devraient soutenir l'UEM dans les conditions fixées par le traité de Maastricht parce qu'elle mettra en place des barrières institutionnelles qui empêcheront les gouvernements de jouer avec l'offre monétaire à des fins politiques. Ceci entraînera à son tour une baisse des taux d'intérêt et créera un environnement plus propice aux investissements industriels<sup>7</sup>.

Maintenant que la monnaie unique est un fait acquis, les pragmatiques avancent qu'il est dangereux pour le Royaume-Uni de demeurer en dehors de l'union monétaire. En effet, par rapport à leurs concurrentes dont les affaires se feront dans la même devise que leurs clients, les entreprises britanniques pourraient être pénalisées au sein du marché unique puisqu'elles auront recours à une devise étrangère. La prééminence financière de la City de Londres sur les marchés financiers pourrait être mise en péril si le Royaume-Uni n'adhère pas à la monnaie unique. Les taux d'intérêt y demeureront plus élevés qu'au sein de l'union monétaire car les marchés financiers exigeront une garantie pour se prémunir contre les risques plus importants de dévaluation. Les investissements étrangers directs pourraient commencer à prendre la direction des pays de la zone euro afin d'être à l'abri des risques liés à la fluctuation de taux de change et de réduire le coût des transactions.

Outre ces motifs économiques, la droite proeuropéenne a souligné que l'influence du gouvernement britannique sur l'orientation future de l'Union européenne se trouverait amoindrie si le Royaume-Uni

---

<sup>3</sup> David Baker, Andrew Gamble et Steve Ludlam, « 1846 ... 1906 ... 1996? Conservative Splits and European Integration », *Political Quarterly*, 64/4, 1993, pp. 420-434.

<sup>4</sup> Hansard : Parliamentary Debates, House of Commons, 13 nov. 1990, col. 461-465.

<sup>5</sup> Sir Geoffrey Howe, « A better European policy for Britain », *Financial Times*, 30 janvier 1995 ; Sir Leon Brittan, « Can British National Identity Survive Further European Integration? » (Débat avec John Redwood), *Politics Review*, vol. 6, n° 4, avril 1997, pp. 22-23.

<sup>6</sup> Quentin Davies, *The United Kingdom and Europe: A Conservative View*, Londres, Conservative Group for Europe, 1996 ; Ray Whitney, *Time to Return to Euro-Sanity*, Londres, Conservative Group for Europe, 1996.

<sup>7</sup> Davies, *The United Kingdom and Europe*, p. 22.

n'adopte pas la monnaie unique. Or, elle estime que l'Union a évolué dans un sens qui concorde avec les objectifs des Conservateurs britanniques. Aujourd'hui, « ses mots d'ordre sont la réduction des coûts salariaux et la flexibilité du marché du travail »<sup>8</sup>. Si l'influence du Royaume-Uni diminue en raison de son absence du « noyau dur » des États participant à l'union monétaire, l'équilibre entre les forces libérales et protectionnistes au sein de l'Union pourrait pencher en faveur du protectionnisme. Le marché unique lui-même, qui a largement profité aux entreprises britanniques, pourrait s'en trouver menacé. À coup sûr, l'élargissement du marché unique aux secteurs de l'économie britannique qui pourraient en bénéficier deviendrait plus incertain. C'est particulièrement le cas des secteurs dont la privatisation réussie dans les années 80 a permis au Royaume-Uni de devancer le reste de l'Europe dans le démantèlement des anciens monopoles d'État, à savoir les télécommunications, l'énergie et les compagnies aériennes<sup>9</sup>.

Mais l'Union européenne présente également des avantages pour le commerce mondial. L'argument que l'on entend parfois, selon lequel le Royaume-Uni devrait commercer moins avec l'Europe et davantage avec le reste du monde et en a la possibilité, ignore le fait que le libre-échangeisme au niveau mondial n'existe pas spontanément : il se négocie. En collaborant avec le reste de l'Union, il sera possible de forcer d'autres marchés à s'ouvrir dans le monde, ce que le Royaume-Uni ne peut réaliser à lui seul<sup>10</sup>.

L'argumentation avancée par les proeuropéens de droite est donc positive. Néanmoins, le fait que les Conservateurs proeuropéens évoquent principalement la monnaie unique pour contrer les arguments de leurs opposants plus à droite est la preuve de l'emprise de la tendance eurosceptique sur le Parti conservateur<sup>11</sup>.

### *La droite eurosceptique*

La croisade des conservateurs contre la monnaie unique a été lancée à la suite du discours prononcé à Bruges par Margaret Thatcher<sup>12</sup>. Ce discours n'était pas axé sur l'union monétaire, il ne faisait que l'évoquer brièvement. Il s'attaquait davantage à l'argument selon lequel le marché unique européen devait se doter d'une dimension sociale. Néanmoins, le principe sur lequel le discours se basait était que la Communauté européenne (comme elle s'appelait à l'époque) devait rester une « Europe d'États-nations ». C'est ce principe qui, progressivement, a pris le dessus dans l'analyse de ceux qui, à droite, s'opposent à l'union monétaire.

C'est l'ancien ministre des Finances Norman Lamont qui, dans une série de discours prononcés entre 1993 et 1995, a développé cet argument, que d'autres ont affiné par la suite. Norman Lamont a récemment réaffirmé sa position dans un article de presse sur la monnaie unique<sup>13</sup>.

On peut la résumer comme suit. Contrairement au mécanisme des taux de change, l'UEM est irréversible. Les spéculateurs ne pourront anéantir la monnaie unique comme ils ont pu s'attaquer à un système de taux de change fixes pour la bonne et simple raison qu'ils ne disposeront plus d'aucune cible : les différentes devises disparaîtront des marchés financiers dès janvier 1999 même si billets et pièces nationaux continueront à circuler jusqu'à 2002. Il s'agit, pour les partisans de la monnaie unique, d'un des avantages de l'union monétaire qui doit favoriser une plus grande stabilité économique. Cependant, des taux de change fixés de façon irrévocable ne donnent qu'une fausse apparence de stabilité. En effet, les différences entre les structures et les résultats économiques des

---

<sup>8</sup> Brittan, « British National Identity », p. 22.

<sup>9</sup> Davies, *Time to Return to Euro-Sanity*, p. 6.

<sup>10</sup> Brittan, « British National Identity », p. 22.

<sup>11</sup> Par exemple, *Time to Return to Euro-Sanity* de Whitney tente exclusivement de réfuter les arguments eurosceptiques.

<sup>12</sup> Margaret Thatcher, *Britain and Europe*, Londres, Conservative Political Centre, 1988

<sup>13</sup> Norman Lamont, *Sovereign Britain*, Londres, Duckworth, 1995 ; « The People will Kill the Euro », *Daily Telegraph*, 30 mars 1998.

États membres n'auront pas disparu. L'établissement d'un taux de change unique pour l'ensemble de l'Union est voué à l'échec puisqu'il ne s'agit pas d'une zone monétaire idéale. En prenant la moyenne des divers taux nationaux, on crée un effet de « surchauffe » pour certaines économies nationales tout en en plongeant d'autres dans la récession. Quant au pacte de stabilité destiné à favoriser la convergence entre les économies nationales, il ne fera qu'aggraver la situation en imposant des politiques budgétaires mal adaptées à des États dont l'adhésion à l'union monétaire suppose les plus gros efforts.

La possibilité de modifier le taux de change national constitue une soupape de sécurité qui sera condamnée par la monnaie unique. La pression qui aurait pu être libérée par une dévaluation ou une réévaluation de la devise nationale ne fera au contraire que s'accumuler pour se répercuter sur l'emploi, les entreprises, le prix du logement et le cours des actions. Liés par le pacte de stabilité, les gouvernements nationaux se rendront alors compte qu'ils n'ont plus les moyens de contrer ces effets négatifs. Or, la population attend du gouvernement qu'il lui procure des avantages économiques. Lorsque l'union monétaire causera des privations, la population exigera un changement de politique auquel le gouvernement ne pourra accéder car il aura les mains liées. Un changement de gouvernement ne servira à rien si le nouveau gouvernement continue à respecter l'engagement envers la monnaie unique et le pacte de stabilité. Face à l'impossibilité d'imposer un changement de politique par la voie démocratique, la population se tournera de plus en plus vers l'action directe et le soutien aux partis et aux groupes extrémistes.

John Redwood, l'actuel porte-parole des Conservateurs dans le domaine du commerce et de l'industrie, tient un discours analogue<sup>14</sup>. Paradoxalement, alors qu'il défend l'économie de marché, il reprend les arguments de la gauche pour qui les critères de convergence de Maastricht «portent sérieusement préjudice à l'emploi et provoquent une hausse de la fiscalité dans toute l'Europe occidentale»<sup>15</sup>. Il ajoute que comme la plupart des entreprises britanniques desservent des marchés nationaux et locaux, elles ne profiteront pas des économies réalisées sur les transactions de change qui résulteront de l'introduction de la monnaie unique, mais devront au contraire payer le prix de la conversion de la livre sterling en euro, que John Redwood chiffre à quelque 2 milliards de livres, voire plus. Toutefois, sa principale inquiétude n'est pas d'ordre économique : il craint surtout que la monnaie unique n'ait pour effet de remplacer l'identité nationale britannique par un semblant d'identité européenne.

À l'instar de Norman Lamont, il considère la monnaie unique comme un symbole supplémentaire de cette nationalité dont l'Union européenne s'est dotée au fil des ans : un passeport commun, un drapeau, un hymne, un parlement, une cour suprême et un exécutif. Pour John Redwood, ces symboles contredisent ceux qui affirment que l'Union européenne n'est pas un État supranational en gestation. Or, la monnaie unique ne sera pas un simple symbole supplémentaire ; elle sera le symbole le plus puissant que seule une armée européenne peut dépasser en prestige.

Non contente de créer une symbolique d'État, l'Union européenne se dote également des pouvoirs qui l'accompagnent. L'indépendance d'action des autorités britanniques est déjà sérieusement entamée. Des décisions adoptées auparavant par le Parlement britannique sont désormais prises à Bruxelles. La Cour de justice des Communautés européennes a le pouvoir d'annuler les décisions démocratiques du Parlement. John Redwood rappelle à cet égard l'affaire des pêcheurs espagnols qui continue à nourrir un énorme ressentiment au Royaume-Uni<sup>16</sup>. Tout a commencé par la suspension, puis l'annulation d'une loi du Parlement par la Cour de justice ; ce fut une première constitutionnelle puisque auparavant, aucun tribunal n'avait jamais eu le pouvoir de suspendre, et encore moins d'annuler, une loi parlementaire. Et comme si l'offense n'était pas suffisante, la Cour a ensuite décrété que les

---

<sup>14</sup> John Redwood, « Can British National Identity Survive Further European Integration? » (Débat avec Sir Leon Brittan), *Politics Review*, vol. 6, n° 4, avril 1997, p. 23 ; John Redwood, *Our Currency, our Country: The Dangers of European Monetary Union*, Londres, Penguin, 1997.

<sup>15</sup> Redwood, « Can British National Identity Survive? », p. 23.

<sup>16</sup> Redwood, « Can British National Identity Survive? », p. 23.

pêcheurs espagnols devaient être indemnisés financièrement pour l'interdiction de pêcher dans les eaux britanniques.

Une adhésion à la monnaie unique ne ferait qu'éroder un peu plus encore la démocratie britannique puisque les décisions économiques seraient arrachées au Parlement pour être confiées à une banque centrale européenne non élue. C'est, pour John Redwood, la dernière grande étape avant la création d'un État nommé Europe. Il n'y aura plus, estime-t-il, qu'à accepter la mise en place d'une politique étrangère et de défense commune, qui suppose la création d'une armée européenne commune. Le Royaume-Uni aura alors perdu définitivement et irrévocablement toute influence sur la scène mondiale et toute indépendance d'action.

L'État européen que John Redwood envisage n'est pas stable. Celui-ci réfute l'argument selon lequel seule une intégration plus grande permet d'éviter la guerre en Europe en affirmant que « les nations d'Europe occidentale sont des démocraties pacifiques »<sup>17</sup>. L'État européen qui en résulterait se composerait de quarante Québec qui estimeraient tous avoir perdu puissance et influence et dont le but serait de se dépêtrer d'un État appelé Europe.

Norman Lamont est du même avis à propos du renforcement de l'intégration européenne pour préserver la paix en Europe. Il souligne que l'effondrement de l'Union soviétique, l'accroissement de la prospérité et la consolidation de la démocratie ont rendu obsolètes les arguments qui, sans doute, étaient valables au sortir de la seconde guerre mondiale. C'est toutefois un ancien ministre conservateur, Michael Portillo, qui pousse ce raisonnement le plus loin<sup>18</sup>.

Tout en reconnaissant que des arguments économiques de poids s'opposent à la monnaie unique, il tient à souligner qu'il s'agit avant tout d'un projet politique, ce que la population britannique a peine à comprendre. Et de citer, à cet égard, les paroles du chancelier Kohl : « Nous voulons l'unification politique de l'Europe. Or, sans union monétaire, il ne peut y avoir d'union politique, et inversement. »<sup>19</sup>

Michael Portillo admet que les partisans d'une intégration européenne plus poussée sont mus par le désir de garantir la paix et la stabilité, mais il affirme qu'ils s'engagent dans la mauvaise direction. La meilleure garantie de la sécurité et de la paix est la démocratie ; or les institutions qui géreront la monnaie unique, à savoir la Banque centrale européenne et la Commission européenne, ne sont pas démocratiques.

Si le Royaume-Uni adhérerait à la monnaie unique, le gouvernement perdrait tout contrôle sur le niveau des dépenses publiques et des impôts. Ce sont les décisions concernant les taux d'intérêt qui déterminent le niveau d'inflation et de chômage ; or celles-ci seraient prises par la Banque centrale européenne.

Le constat que le gouvernement qu'elle a élu démocratiquement aurait moins d'influence que des institutions non élues situées ailleurs en Europe provoquerait un sentiment de révolte et d'abus au sein de la population. Celle-ci en viendrait à penser que sa participation aux élections n'a aucune influence sur les personnes qui prennent les décisions ni sur le type de décisions prises, ce qui serait néfaste pour la démocratie. Les électeurs deviendraient alors vulnérables aux influences extrémistes.

Le renforcement des pouvoirs du Parlement européen n'est pas non plus la solution. Reprenant l'argument de la Cour constitutionnelle allemande qui affirme qu'il ne peut y avoir de réelle démocratie sans peuple (*Volk*), Michael Portillo estime que la responsabilité démocratique ne peut

---

<sup>17</sup> Redwood, « Can British National Identity Survive? », p. 23.

<sup>18</sup> Michael Portillo, *Democratic Values and the Currency*, Londres, Institute of Economic Affairs, Occasional Paper 103, 1998.

<sup>19</sup> Portillo, *Democratic Values*, p. 17, citation extraite du discours prononcé par Helmut Kohl le 28 septembre 1995 devant le Conseil de l'Europe.

être établie à l'échelon européen puisqu'il n'existe pas de peuple européen. La démocratie ne peut fonctionner que dans le cadre de cultures nationales. Si on tente de forcer les différents peuples d'Europe à s'unir de façon artificielle, on ne fera qu'attiser le nationalisme au lieu de l'éliminer. Les peuples d'Europe sont trop dissemblables ; leur histoire, leur culture et leurs valeurs sont trop différentes pour qu'on puisse les unir en un seul et même État.

On voit donc que tous les Conservateurs eurosceptiques développent à peu de chose près la même argumentation : les dangers d'un État européen supranational que l'union monétaire amènerait inévitablement. Cette position est plutôt négative, mais il ne faut pas l'écarter sous prétexte qu'il ne s'agirait que d'une simple tentative pour prendre le contrôle du Parti conservateur en jouant sur les préjugés des membres de la base. La légitimité d'un système qui s'éloigne trop du peuple est une question grave qu'on ne peut éluder. Or, les Conservateurs eurosceptiques ne sont pas prêts à abandonner le nationalisme comme base de cette légitimité. Cela peut paraître assez rétrograde dans un contexte moderne, mais au moins, ils ont le mérite d'aborder l'aspect politique, ce qui n'est pas le cas de leurs adversaires conservateurs proeuropéens, qui ont tendance à ignorer la question et à penser qu'une intégration européenne plus poussée procurera automatiquement des avantages matériels aux Britanniques, une raison suffisante pour légitimer la disparition du contrôle politique national sur les grandes décisions économiques. On est loin de pouvoir l'affirmer à en juger par ce que le pays a traversé au cours de ses 25 premières années au sein de la Communauté européenne.

## LE DÉBAT À GAUCHE

Comme la droite, la gauche a principalement axé ses débats les plus récents sur l'opportunité éventuelle de l'adhésion du Royaume-Uni à la monnaie unique dès lors que sa mise en place est apparue inévitable. Pourtant, ce débat révèle de façon implicite des attitudes différentes à l'égard de l'Union européenne dans son ensemble.

### *La gauche proeuropéenne*

Les arguments de la gauche en faveur d'une d'adhésion britannique à l'euro sont brièvement exposés par Dan Corry, Senior Economist à l'Institute for Public Policy Research<sup>20</sup>. Pour ce dernier, le but de l'ensemble du projet européen, et de l'union monétaire en particulier, est « de transcender les rivalités nationales et d'amener l'action publique à exercer son pouvoir dans un monde dominé par des multinationales et un capitalisme mondial qui n'ont cure de leurs responsabilités. »<sup>21</sup>. Pour la gauche, il est fondamental de savoir si l'union monétaire contribue à la réalisation des objectifs de croissance, d'emploi, de cohésion sociale, de démocratie et de protection de l'environnement. Dan Corry en est persuadé.

En éliminant les fluctuations de taux de change, l'union monétaire favorisera les investissements, les échanges et la stabilité. Les consommateurs y trouveront leur avantage car les prix seront plus transparents en Europe et la concurrence sera renforcée. Le marché unique fonctionnera mieux et les taux d'intérêt baisseront. À ces avantages économiques d'ordre général, Dan Corry en ajoute d'autres qui découlent d'une vision politique de gauche.

Tout d'abord, les spéculateurs monétaires n'auront plus aucune influence sur la livre. Il s'agit d'un point particulièrement important pour la gauche britannique étant donné que ce sont les spéculations sur la livre qui ont provoqué la chute de plusieurs gouvernements travaillistes dans le passé<sup>22</sup>. « Plus aucun gouvernement travailliste n'aura à s'inquiéter de l'accueil réservé par les spéculateurs monétaires à ses dernières mesures. Plus aucun gouvernement travailliste n'aura à subir les conséquences d'une crise monétaire. »<sup>23</sup>

Ensuite, les grands objectifs du New Labour ont plus de chance d'être atteints dans un contexte de stabilité monétaire. Les fluctuations des taux de change mettent à mal les fondements de la cohésion sociale, du partenariat, de la solidarité et de la participation de chacun. Dan Corry lie donc la stabilité escomptée de l'union monétaire au projet plus large de reconstruction du Royaume-Uni ébauché par la gauche centriste<sup>24</sup>.

À la gauche de Dan Corry, mais néanmoins proche de sa position sur cette question, on trouve John Palmer, correspondant de longue date du *Guardian* à Bruxelles jusqu'il y a peu<sup>25</sup>. Pour John Palmer, le plus gros problème auquel la gauche doit faire face aujourd'hui est de définir une politique permettant de contrer les effets négatifs de la mondialisation sur l'emploi, la précarité et l'environnement. Les États ne peuvent lutter individuellement contre ces menaces. Pour John Palmer, la solution passe par une souveraineté partagée dans certains grands domaines tels que la politique

---

<sup>20</sup> Dan Corry, « Why the Left Should be for EMU » in Dan Corry et Jonathan Michie, *EMU : The Left Debate*, Sheffield, Political Economy Research Centre, Policy Paper n° 4, 1997, pp. 1-10.

<sup>21</sup> Corry, « Why the Left », p. 1.

<sup>22</sup> Pour un bref historique des rapports entre le Parti travailliste et la livre sterling, voir Andrew Gamble et Gavin Kelly, *The British Labour Party and Monetary Union*, document présenté lors d'une conférence sur les Sociaux-démocrates et l'union monétaire les 30 et 31 mai 1998 à Oslo, disponible auprès du Political Economy Research Centre de l'Université de Sheffield.

<sup>23</sup> Corry, « Why the Left... », p. 3.

<sup>24</sup> Voir, notamment, Will Hutton, *The State We're In*, Londres, Jonathan Cape, 1995 ; Gavin Kelly, Dominic Kelly et Andrew Gamble, *Stakeholder Capitalism*, Basingstoke, Macmillan, 1997.

<sup>25</sup> John Palmer et Colin Hines, « For Good or Evil? », *Red Pepper*, août 1998, pp. 18-21.

monétaire, les droits sociaux, les droits de l'homme ou l'environnement. Or, il existe déjà une structure pour partager cette souveraineté, c'est l'Union européenne.

Reprenant presque mot pour mot le discours d'un des partisans de l'Europe au sein de la droite, John Palmer affirme que l'Union européenne a le pouvoir d'exiger une plus grande réglementation et une plus grande responsabilité du capitalisme mondial. Une affirmation à contraster avec les propos habituels de Sir Leon Brittan, selon qui l'Union européenne a le pouvoir de forcer les marchés à s'ouvrir au niveau mondial.

John Palmer affirme que l'action de la gauche doit avant tout favoriser la mise en place d'un système de gestion démocratique à l'échelon mondial ; c'est pour cette raison que son soutien à l'union monétaire est conditionné par un renforcement simultané des éléments démocratiques de l'Union européenne. Il réclame davantage de pouvoirs pour le Parlement européen et les parlements nationaux dans le processus décisionnel européen ainsi qu'un rôle accru des régions, des collectivités locales et des « organisations professionnelles et civiles »<sup>26</sup>.

Même les proeuropéens de gauche les plus convaincus s'interrogent sur la qualité du contrôle démocratique et, partant, sur le degré de légitimité des institutions européennes. David Marquand, un des intellectuels de gauche les plus éminents au Royaume-Uni, avait mis en garde dès 1982 contre les dangers d'une union économique et monétaire qui n'irait pas de pair avec une avancée de l'union politique<sup>27</sup>. Or, pour bon nombre de proeuropéens de gauche, c'est précisément ce qui semble avoir eu lieu. Donald Sassoon estime que l'économie n'a été que trop longtemps le principal moteur de l'Union européenne et que la politique a été reléguée au second rang. Il estime qu'il faut désormais créer un cadre politique qui favorise les progrès économiques et sociaux. Pour Donald Sassoon, « l'unique principe doit être : la politique d'abord »<sup>28</sup>.

Toutefois, l'adoption d'un programme politique ne revient pas simplement à accroître les pouvoirs du Parlement européen. Pour le New Labour, les difficultés de légitimation des procédures démocratiques à l'échelon européen constituent un défi à relever alors que pour la droite eurosceptique, il ne s'agit que d'un argument pour ne pas poursuivre l'intégration européenne.

Donald Sassoon prône l'adoption d'une charte européenne qui non seulement énumérerait les droits des citoyens européens, mais fixerait également le but et les valeurs de l'Union, les mécanismes de protection et de promotion des droits culturels et politiques des personnes et des nations qui en font partie ainsi que l'organisation du pouvoir décisionnel au sein de l'Union. Cette charte ferait partie des engagements fondamentaux et irréductibles de l'adhésion à l'Union : aucun État membre ne pourrait y déroger.

« La charte permettrait à tous les Européens de s'investir réellement dans l'Union. Ils constateraient que l'Union renforce les droits des ressortissants nationaux et qu'elle en établit même de nouveaux. Elle supprimerait l'idée que l'Union est une structure purement économique et contribuerait à apaiser les Européens du Nord qui craignent que l'intégration ne porte préjudice à leurs acquis sociaux. Elle dissiperait également les craintes de nivellement des différences culturelles nationales. »<sup>29</sup>

Bien que la charte prônée par Donald Sassoon n'ait pas pour seul but de renforcer les droits des citoyens européens, la citoyenneté est considérée comme un moyen de rapprocher l'Union et ses habitants, entre qui le fossé est grand pour l'instant. En cimentant les droits de l'homme et les droits sociaux, cette charte serait dès lors une garantie pour les citoyens que leur propre gouvernement ne pourrait les priver de ces droits.

---

<sup>26</sup> Palmer et Hines, « For Good or Evil? », p. 19.

<sup>27</sup> David Marquand, « The Politics of Monetary Union » in *The New Reckoning*, Cambridge, Polity, 1997, pp. 93-109.

<sup>28</sup> Donald Sassoon, *Social Democracy at the Heart of Europe*, Londres, IPPR, 1996, pp. 11-12.

<sup>29</sup> Sassoon, *Social Democracy at the Heart of Europe*, résumé, p. iv.

Le recours à la citoyenneté comme élément de rapprochement entre l'Union européenne et la population est un thème qui a été longuement débattu à gauche et, plus généralement, dans les milieux universitaires. Ainsi, Síofra O'Leary se demande si la citoyenneté européenne est en mesure d'assumer tout ce qu'on attend d'elle, notamment dans sa forme actuelle. La citoyenneté de l'Union est porteuse d'exclusion, estime-t-elle, dès lors que les ressortissants de pays tiers n'y ont pas droit même s'ils ont vécu et travaillé dans un État membre pendant une durée identique à celle de ressortissants d'autres États membres<sup>30</sup>.

Donald Sassoon souligne d'ailleurs que si la charte qu'il propose doit définir les pouvoirs du Parlement européen, ce n'est pas elle qui renforcera son prestige ou qui en imposera le respect. Seuls les députés européens peuvent y arriver, et il souligne, à cet égard, que « les députés européens se comportent encore beaucoup trop comme des représentants de leurs partis nationaux et ne raisonnent pas encore suffisamment selon une vision transnationale »<sup>31</sup>. Toujours dans le cadre du débat sur l'institutionnalisation du lien entre l'Union européenne et ses citoyens, Mark Leonard propose quant à lui la création de partis politiques multinationaux. Tout en reconnaissant la difficulté de mettre en place de véritables partis européens, il estime qu'ils constituent l'unique solution au déficit démocratique que, personnellement, il préfère qualifier de déficit politique<sup>32</sup>.

Mark Leonard est le grand spécialiste des questions européennes au sein du groupe de réflexion Demos, qui est étroitement lié au nouveau gouvernement travailliste, même si l'idée de constituer des partis politiques européens n'a pas été accueillie avec enthousiasme par ce dernier. Il rappelle les propos de Lord Witty, le coordinateur des questions européennes au sein du Parti travailliste, qui s'est exclamé un jour lors d'un entretien : « De véritables partis européens ? Jamais de la vie ! »<sup>33</sup>. Néanmoins, d'autres idées du groupe de réflexion ont reçu un bien meilleur accueil auprès du gouvernement.

À travers une série de séminaires spécialisés, de débats ciblés, d'entretiens détaillés et de sondages d'opinion organisés pendant six mois en 1997 et 1998, Demos a cherché à savoir ce que l'Union européenne signifiait pour les habitants des divers pays d'Europe et comment ils voulaient qu'elle évolue à l'avenir. Les résultats ont été réunis par Mark Leonard dans un écrit<sup>34</sup> où il déclare que l'Union européenne traverse une crise de légitimité car les gens ne voient pas en elle une structure qui s'intéresse à leurs problèmes et à leurs craintes. Bien que beaucoup de gens se sentent « européens » du fait de l'augmentation des voyages à l'étranger, de la perméabilité de plus en plus grande entre les habitudes alimentaires et les traditions culinaires, voire de la mobilité des footballeurs au sein de l'Europe, ils n'associent pas ce sentiment d'« européenité » à l'Union européenne. Pour eux, l'Union européenne est une administration lointaine au mauvais sens du terme. Pourtant, les gens savent ce qu'ils attendent d'elle : avant tout qu'elle s'attaque au problème du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion, qu'elle maintienne la paix et la sécurité, qu'elle protège l'environnement. Au lieu de cela, ils ne voient qu'une organisation obsédée par l'agriculture, les contributions budgétaires et la réforme des institutions.

---

<sup>30</sup> Síofra O'Leary, *European Union Citizenship: Options for Reform*, Londres, IPPR, 1996. Toute cette problématique – de savoir si en essayant de remédier au manque d'identification des citoyens à l'UE, celle-ci risque de devenir une communauté qui exclut les autres peuples – a beaucoup préoccupé la nouvelle gauche travailliste et a même donné lieu à un débat plus large. Voir Paul Howe, « A Community of Europeans: The Requisite Underpinnings », *Journal of Common Market Studies*, 33(1), 1995, pp. 27-46 ; Theodora Kostakopoulou, « Why a "Community of Europeans" could be a Community of Exclusion: A Reply to Howe », *Journal of Common Market Studies*, 35 (2), 1997, pp. 301-8 ; Paul Howe, « Insiders and Outsiders in a Community of Europeans: A Reply to Kostakopoulou », *Journal of Common Market Studies*, 35 (3), 1997, pp. 309-14.

<sup>31</sup> Sassoon, *Social Democracy at the Heart of Europe*, p. 36.

<sup>32</sup> Mark Leonard, *Politics without Frontiers: The role of political parties in Europe's future*, Londres, Demos, 1997.

<sup>33</sup> Leonard, *Politics without Frontiers*, p. 69.

<sup>34</sup> Mark Leonard, *Rediscovering Europe*, Londres, Demos, 1998.

La plupart des gens n'ont pas l'impression que l'Union leur apporte personnellement des avantages tangibles ni que l'Union telle qu'elle se définit officiellement ait un quelconque attrait. La mission de paix que d'aucuns invoquent encore, comme le chancelier Kohl, interpelle peu les jeunes. Ceux-ci ont peine à imaginer une guerre entre les États membres de l'Union tout en considérant celle-ci impuissante face à la guerre en ex-Yougoslavie. Comment croire encore que l'Union puisse être la clé de la prospérité dans une conjoncture marquée par l'insécurité économique et un chômage élevé ? Beaucoup de gens accusent les critères de convergence de Maastricht d'être à l'origine des problèmes économiques du pays. Le rôle de l'Union en tant que garant de la démocratie n'est pas crédible aux yeux de ceux qui n'en comprennent pas le système décisionnel et qui estiment qu'elle usurpe le pouvoir des institutions démocratiques nationales auxquelles ils sont habitués.

Et ce n'est pas en renforçant les pouvoirs du Parlement européen qu'on résoudra le problème puisque la population ne le considère pas comme une institution démocratique phare. Il est donc peu probable que la citoyenneté européenne renforce le lien entre la population et l'Union européenne à moins de l'assortir de droits réels. Pour l'heure, cette citoyenneté donne à ceux qui la possèdent le droit de voter aux élections au Parlement européen et aux élections municipales de l'État membre où ils résident sans en posséder la nationalité. Or, ces droits sont insignifiants pour la grande majorité des citoyens de l'Union. Les droits positifs qui sont liés à la citoyenneté nationale – les droits de l'homme, les droits civils et politiques ou les droits sociaux – ne relèvent pas des compétences de l'Union. Pour construire une identité européenne, il faut donc d'abord savoir ce qui définit un Européen. Le christianisme a peut-être été cet élément commun à une époque, mais l'Europe d'aujourd'hui se caractérise par un pluralisme religieux. L'idée de « nation » européenne n'est pas un meilleur candidat et constitue dans tous les cas un argument très dangereux. La démocratie est une valeur universelle qu'on associe plus volontiers à Washington qu'à l'Athènes antique. Les symboles tels que le drapeau n'ont aucune signification à moins d'être liés à une conception claire de l'idée d'Europe.

Pour tenter de pallier ce manque de légitimité, une des autres approches suivies, comme Mark Leonard le souligne, a été de tenter d'améliorer la communication. Il est vrai que beaucoup de fausses informations circulent à propos de l'Union européenne et que par le passé, la Commission n'a pas su exposer clairement ce qu'elle avait réalisé. Néanmoins, ce n'est pas le manque d'information sur les actions de l'Union qui est à l'origine du problème, mais bien que l'Union ne fait pas ce que la population attend d'elle. Au lieu d'améliorer la communication à sens unique, l'Union devrait trouver le moyen de faciliter la communication dans les deux sens, d'établir un dialogue. Si les dirigeants politiques étaient attentifs aux désidérata de la population et tentaient de les satisfaire, ce problème de légitimité perdrait de son ampleur.

Mark Leonard propose sept axes pour que l'action de l'Union européenne réponde davantage aux préoccupations des citoyens européens :

- s'attaquer à des problèmes que les États ne peuvent résoudre seuls, tels la criminalité internationale ou les problèmes d'environnement ;
- consacrer davantage de ressources à la recherche scientifique et technologique à l'échelon européen ;
- améliorer les transports publics afin que les déplacements soient plus simples et moins chers ;
- consacrer davantage de ressources au soutien de la qualité de la vie dans les villes et moins à l'aide aux zones rurales ;
- apporter une réponse aux grandes préoccupations de la population, à savoir le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale ;
- s'intéresser aux éléments qui permettent une meilleure qualité de vie, comme la limitation plus stricte du temps de travail ou le soutien à la préservation des sites d'une beauté exceptionnelle ;
- insister sur la diversité culturelle, religieuse et économique du continent européen et se garder de toute tendance à l'uniformisation.

Ces thèmes, qui ont été repris dans le programme du New Labour pour la présidence britannique de l'Union au cours du premier semestre de 1998, pourraient constituer les éléments d'une redéfinition de la politique du gouvernement britannique vis-à-vis de l'Union européenne.

### *La gauche eurosceptique*

Le point de vue d'une gauche eurosceptique est exposé dans une série de publications d'un groupe d'économistes de l'European Economies Research Unit de l'Université de Bradford<sup>35</sup>. Ceux-ci considèrent que l'union monétaire européenne est une expérience dangereuse, un « saut dans l'inconnu ». Jamais dans l'histoire il n'y a eu d'union monétaire sans union politique et jamais aucun État souverain n'a volontairement abandonné sa monnaie. Personne ne sait quelles en seront les conséquences, et celles-ci pourraient bien être négatives. Au vu des circonstances, il est plus prudent que le Royaume-Uni n'en fasse pas partie pour l'instant.

Ils ajoutent que certaines spécificités britanniques rendent l'adhésion du Royaume-Uni particulièrement risquée. Des éléments fondamentaux distinguent l'économie britannique des économies du continent européen. Le Royaume-Uni exporte beaucoup plus de produits de haute technologie ; la structure de son économie et de ses entreprises est davantage axée sur les services ; son secteur agricole est plus réduit alors que les secteurs gazier et pétrolier sont bien plus importants ; le secteur financier y est également plus important ; les investissements à l'étranger lui rapportent plus ; la livre est plus étroitement liée au dollar américain que les autres devises européennes ; et le niveau de ses exportations vers l'étranger (Europe mise à part) est plus élevé et progresse plus rapidement. En outre, le régime de retraite par répartition est moins répandu au Royaume-Uni que dans les autres États et beaucoup plus de gens contractent des prêts hypothécaires à taux variable, ce qui augmente l'impact des fluctuations des taux d'intérêt à court terme sur les ménages.

Cependant, dans leurs objections, ces économistes ne se limitent pas à prétendre que le Royaume-Uni est différent des autres États membres de l'Union. Ils considèrent que l'union monétaire est une erreur en soi, car en faisant de la déflation une règle politique, elle aura une incidence négative sur l'ensemble de l'Union. Reprenant sans s'en cacher les arguments de la droite, ils prévoient un glissement du contrôle de la politique monétaire des gouvernements nationaux démocratiquement élus vers une banque centrale non élue et considèrent que le pacte de stabilité limitera sévèrement les possibilités de contrôle de la politique fiscale. Comme leurs homologues de droite, ils redoutent qu'une politique déflationniste alliée à un déficit démocratique croissant n'entraîne un renforcement du soutien aux partis nationalistes d'extrême-droite.

Leur inquiétude vis-à-vis de l'impact de l'union monétaire sur la Royaume-Uni est nourrie par la crainte d'une désindustrialisation qui, selon eux, s'est accélérée depuis l'adhésion à la Communauté européenne et à l'Union. Par ailleurs, leur argumentation contre l'union monétaire laisse transparaître leur ferme conviction que les politiques interventionnistes de type keynésien restent à même de résoudre le problème du chômage. Cette conviction apparaît également dans le raisonnement tenu, à gauche, par d'autres adversaires de l'adhésion britannique à la monnaie unique.

Plus à gauche, Jonathan Michie émet des réserves encore plus radicales<sup>36</sup>. Selon lui, le noeud du problème provient du fait que « le traité de Maastricht est le reflet d'une conception du

---

<sup>35</sup> Brian Burkitt et Mark Baimbridge, « Britain and the European Community: Past, Present ... and an Unravelling Future? » in Martin Holmes, *The Eurosceptical Reader*, Londres, Macmillan, 1996, pp. 167-85; Mark Baimbridge, Brian Burkitt et Philip Whyman, « Economic and Monetary Union in Europe: A Critical British Perspective », *New Political Economy* 2(3), 1997, pp. 491-5 ; Brian Burkitt, Mark Baimbridge et Philip Whyman, *A Price Not Worth Paying: The Economic Cost of EMU*, Londres, Nelson & Pollard, 1997.

<sup>36</sup> Jonathan Michie, « Why the Left Should be Against EMU », in Dan Corry et Jonathan Michie, *EMU: The Left Debate*, Sheffield, Political Economy Research Centre, Policy Paper n° 4, 1997, pp. 11-17.

fonctionnement de l'économie qui tient fondamentalement du libre-échangeisme », ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'il a été « rédigé par (et pour) les banques centrales »<sup>37</sup>.

Pour Jonathan Michie, le problème pour la gauche n'est pas le nombre de devises qui existent en Europe, mais de savoir si le gouvernement interviendra dans l'économie pour imposer l'adoption de mesures socialement favorables ou s'il acceptera les arguments du laisser-faire économique, à savoir qu'on ne peut s'opposer au marché, que les investissements publics entravent les investissements privés et que les déficits des finances publiques sont inacceptables pour les marchés. Selon lui, la création d'un « nouveau super-État » n'en vaudrait la peine que s'il constituait une force politique capable de contrer les forces du marché ; or, pour Jonathan Michie, une chose est claire : le traité de Maastricht va dans le sens opposé.

Il affirme que par la mise en place du marché unique et la suppression du contrôle des changes, l'Union européenne a renforcé la dictature du capital international sur les gouvernements. La monnaie unique ne fera qu'accroître cette emprise. Elle empêchera les gouvernements d'appliquer des programmes non compatibles avec le capitalisme international, ce qui, en définitive, aboutira à une réaction politique brutale qui pourrait avoir des accents amers de nationalisme, comme ce fut le cas dans les années 30.

« Pour répondre efficacement aux défis de la croissance, de l'emploi, de la politique sociale et de l'environnement, il faut agir exactement à l'inverse de tout ce qui figure dans le traité de Maastricht. »<sup>38</sup>

Pour Jonathan Michie, la faible croissance et le chômage qui sévissent en Europe sont dus à la désindustrialisation. Celle-ci se poursuit malgré une demande constante de produits industriels qui, de plus en plus, doivent être importés de pays tiers. Pendant ce temps, les seuls emplois créés en Europe sont des postes mal payés dans le secteur tertiaire.

Bien que le livre blanc de Jacques Delors ait centré l'attention sur le problème du chômage, le « carcan » imposé par Maastricht n'a pas tardé à le mettre en péril en reléguant au second plan ses éléments positifs. Les initiatives de la Commission visant à lutter contre le chômage par la réduction des charges sociales ne tiennent pas compte de l'expérience britannique, où la fiscalité est aussi faible qu'aux États-Unis, mais où le taux de chômage reste élevé. Tout projet destiné à subventionner le travail non qualifié et mal payé aura pour seul effet de réduire la volonté des entreprises d'investir dans les nouvelles technologies.

La comparaison avec la situation des années 30 est très présente dans l'argumentation de Jonathan Michie. C'est à elle qu'il pense lorsqu'il déclare que le Royaume-Uni s'en sortira mieux s'il ne fait pas partie de l'union monétaire européenne. Il prétend que ce sont les critères de convergence de Maastricht qui ont plongé l'Europe dans la récession et que le transfert de la gestion de la politique monétaire à une banque centrale indépendante résolument engagée envers la stabilité des prix risque d'emprisonner l'Union dans une récession permanente. Il rappelle que les pays qui, dans les années 30, avaient abandonné l'étalon-or se sont développés plus rapidement que ceux qui ont tenté de le préserver.

Ce raisonnement sur l'engagement des autres grands pays de l'Union envers la monnaie unique semble donner raison à la position présentée par la gauche britannique dans les années 80 sous le nom de « stratégie économique alternative ». Ce raisonnement est exposé de manière explicite par Bernard

---

<sup>37</sup> Michie, « Why the Left Should be Against EMU », p. 11.

<sup>38</sup> Michie, « Why the Left Should be Against EMU », p. 12.

Moss, un intellectuel avec qui Jonathan Michie a collaboré et un partisan de cette stratégie au sein du Parti travailliste<sup>39</sup>.

D'après Bernard Moss, l'union monétaire selon Maastricht conduit les gouvernements à réduire les salaires et les dépenses sociales. En termes keynésiens, cela revient à vouloir résoudre le problème du chômage par une politique de déflation compétitive. Or, pour Bernard Moss, la solution passe par la croissance économique, chose que la formule proposée par le traité de Maastricht ne pourra jamais apporter. Il propose dès lors de promouvoir la croissance par le biais de dévaluations et d'inflations contrôlées.

Pour étayer son propos, Bernard Moss rappelle que les États qui ont quitté le mécanisme de change en 1992 ont obtenu de bien meilleurs résultats économiques que ceux qui y sont restés et qui ont continué à se plier à ses règles. Rien n'empêche l'Union européenne dans son ensemble de stimuler la croissance de cette manière, mais elle ne le fera pas en raison de l'engagement envers le laisser-faire qui prévaut actuellement et des frictions que cela pourrait créer avec les États-Unis, ce que le Royaume-Uni et l'Allemagne veulent tous deux éviter. Puisque rien ne laisse prévoir la mise en place d'une stratégie socialiste coordonnée à l'échelon européen, la solution est de promouvoir une stratégie socialiste au niveau national, ce qui implique de rester en dehors de l'UEM.

Si Bernard Moss prône une certaine inflation en vue de réduire le chômage, il tempère ses propos en reconnaissant que l'inflation est un instrument dangereux qui a ses limites. À long terme, l'intervention active de l'État pour résoudre les problèmes structurels de l'économie s'avère nécessaire. Telle était la position de la gauche britannique dans les années 80 dans le cadre de sa stratégie économique alternative.

Celle-ci préconisait la reconstruction de l'économie britannique moyennant un contrôle provisoire des importations et des mouvements de capitaux. Taxée par ses détracteurs de promouvoir une économie protectionniste, cette stratégie a finalement laissé place, même à gauche, à la recommandation d'une gestion coordonnée de l'économie capitaliste fondée sur la coopération avec les autres gouvernements de la Communauté européenne. Or, Bernard Moss souligne que cette possibilité a disparu avec l'adoption d'une politique de laisser-faire lors de la mise en place du marché unique et du traité de Maastricht.

À l'origine, l'argument décisif du débat entre partisans de la stratégie alternative et partisans de la coopération européenne au sein de la gauche britannique était l'expérience du gouvernement socialiste français qui, entre 1981 et 1983, avait tenté de relancer l'économie de façon unilatérale avant de devoir abandonner cette voie pour se tourner vers une stratégie européenne. Jonathan Michie et Bernard Moss admettent qu'une expansion coordonnée des économies européennes est préférable à une action unilatérale, mais ils sont tellement convaincus de l'impossibilité d'y parvenir par le biais du traité de Maastricht qu'ils préfèrent prôner le développement unilatéral de l'emploi dans un État en escomptant par la suite un « effet de contagion » dans d'autres États<sup>40</sup>. Leur raisonnement est une tentative de réécriture de l'histoire dans le but de démontrer que l'échec de la tentative de relance du gouvernement socialiste français entre 1981 et 1983 n'est pas dû aux réalités de l'économie européenne, mais au fait qu'on n'a jamais donné au programme de la gauche les moyens de ses ambitions. Les conséquences négatives d'une stratégie unilatérale étaient bien connues avant l'arrivée des socialistes au pouvoir et les mesures nécessaires avaient été clairement identifiées, mais elles n'ont jamais été mises en œuvre. On n'a pas testé la stratégie de la gauche avant de la disqualifier : elle a été sabotée<sup>41</sup>.

---

<sup>39</sup> Bernie Moss, « EMU: what the government doesn't want you to know », note de la gauche travailliste, avril 1998, pp. 14-15 ; Bernie Moss, « EMU and the ghost of Thatcher », note de la gauche travailliste, juin 1998, p. 16.

<sup>40</sup> Michie, « Why the Left Should be Against EMU », p. 16.

<sup>41</sup> Bernard H. Moss, « Economic and Monetary Union and the Social Divide in France », *Contemporary European History*, 7(2), 1998, pp. 227-47 ; Bernard H. Moss, « France: Economic and Monetary Union and the

Pour défendre leur position, Jonathan Michie et Bernard Moss doivent non seulement réinterpréter l'histoire du gouvernement socialiste français entre 1981 et 1983, mais aussi réfuter l'argument – que les participants au débat sur l'Europe répètent tant à gauche qu'à droite –, selon lequel le contrôle du capitalisme par une politique nationale n'a plus sa place dans une économie mondialisée. Or, Jonathan Michie et Bernard Moss ne croient pas à la mondialisation. Pour ce dernier, il s'agit d'un « mythe » et d'une « prédiction néolibérale qui se confirme d'elle-même »<sup>42</sup>.

Par cette argumentation, Jonathan Michie et Bernard Moss font une analyse de la mondialisation analogue à celle qu'exposent dans le détail Paul Hirst et Grahame Thompson<sup>43</sup>. Ces auteurs affirment que bien que l'économie internationale ait évolué depuis la fin, en 1973, de la période de croissance de l'après-guerre, elle continue à être une économie internationale et non une économie mondiale. Ils estiment notamment qu'une des principales évolutions, l'accroissement considérable des flux financiers transfrontaliers, découle de l'adoption par les gouvernements de taux de change flottants et de l'abolition du contrôle des changes. Or, le moyen de contrôler ces flux existe, c'est la volonté politique qui fait défaut. Ils affirment également que la plupart des grandes sociétés demeurent essentiellement des sociétés nationales qui ne font que s'implanter dans d'autres pays ; elles ne se transforment pas en véritables entreprises transnationales. Même si elles peuvent brandir la menace d'une délocalisation de leurs activités au cas où la politique du gouvernement ne leur convient pas, elles mettent rarement cette menace à exécution car leurs installations leur ont coûté pas mal d'efforts. Paul Hirst et Grahame Thompson admettent toutefois que plus l'économie mondiale s'internationalise, plus il est difficile pour les gouvernements nationaux de réglementer le système ; ces derniers envisagent alors d'autres modèles de gestion, tels que la coopération gouvernementale au sein de l'Union européenne, pour exercer cette action de réglementation. À l'inverse, Jonathan Michie et Bernard Moss ont recours au même type d'analyse pour prôner le retour à une réglementation du capitalisme par les gouvernements nationaux.

Ainsi, en partant d'un débat sur l'opportunité de l'adhésion du Royaume-Uni à la monnaie unique européenne, Jonathan Michie et Bernard Moss en arrivent à préconiser une stratégie qui entraînerait le gouvernement britannique dans une voie qui remettrait sérieusement en cause le maintien du pays au sein de l'Union européenne. Bien que Bernard Moss et Jonathan Michie affirment ne pas vouloir un retrait britannique de l'Union européenne, on voit difficilement comment la politique unilatérale qu'ils préconisent pourrait être compatible avec le maintien dans l'Union. Même dans une Europe à plusieurs vitesses, tout le monde admet que les États membres doivent s'engager à suivre un petit nombre de politiques communes, dont le marché unique fait partie.

Contrairement à Jonathan Michie, qui admet qu'une stratégie socialiste européenne, au cas où elle existerait, fonctionnerait mieux qu'une stratégie nationale, Bernard Moss affirme que si le capitalisme est intrinsèquement international puisqu'il « ne comprend qu'une seule langue : celle du profit », le travail, quant à lui, ne peut défendre ses intérêts qu'à travers un système de valeurs (ou normes sociales) qui n'existe pas à l'échelon européen. L'Europe est divisée par des barrières linguistiques, culturelles et politiques. Il insinue par là qu'il n'existe pas de peuple européen en tant que tel. La démocratie et le bien public restent ancrés dans les cultures et les valeurs nationales<sup>44</sup>. En cela, il rejoint un des principaux arguments évoqués par ceux qui, à droite, s'opposent à la poursuite de l'intégration européenne.

Bernard Moss fait également sien un argument auquel la gauche avait souvent recours auparavant mais qui n'a jamais été invoqué dans le débat actuel : l'idée selon laquelle la démocratie parlementaire britannique est le fruit de siècles d'évolution et qu'elle ne doit pas être bouleversée.

---

Social Divide » in Bernard H. Moss et Jonathan Michie, *The Single European Currency in National Perspective: A Community in Crisis?*, Londres, Macmillan, 1998, pp. 58-86.

<sup>42</sup> Moss, « EMU », p. 14.

<sup>43</sup> Paul Q. Hirst et Grahame Thompson, *Globalization in Question: The International Economy and the Possibilities of Governance*, Cambridge, Polity Press, 1996.

<sup>44</sup> Moss, « EMU », p. 14.

C'était le fer de lance des deux anciens leaders de la gauche travailliste, Michael Foot et Tony Benn. Le fait que cette thèse soit absente du débat actuel prouve sans doute qu'elle est trop appréciée par la droite pour être acceptée par la gauche.

Avec des slogans tels que *Act local, act global* (agir localement, agir mondialement) ou *Protect the Local, Globally* (la protection locale partout dans le monde), le parti des Verts (Green Party) interprète différemment la thèse selon laquelle une stratégie nationale sied mieux à la gauche qu'une stratégie européenne<sup>45</sup>. L'argumentation est celle que Colin Hines a développée en réponse au socialisme proeuropéen de John Palmer, exposé plus haut<sup>46</sup>.

Contrairement à Jonathan Michie ou à Bernard Moss, qui ne reconnaissent pas la réalité de la mondialisation, Colin Hines en admet l'existence, qu'il considère comme extrêmement néfaste. À cet égard, les opinions de Colin Hines et de John Palmer divergent peu. Néanmoins, les solutions qu'ils préconisent sont radicalement différentes. Alors que John Palmer veut démocratiser l'Union européenne et s'en servir comme d'un outil pour lutter contre les effets de la mondialisation, Colin Hines ne pense pas que cela soit possible car il croit l'Union, à l'instar de beaucoup d'autres régions du monde, dominée par l'idéologie de la mondialisation.

Tout comme Jonathan Michie et Bernard Moss, Colin Hines affirme que le marché unique, la suppression du contrôle des capitaux, et notamment le modèle d'union européenne inscrit dans le traité de Maastricht, ont tous contribué à l'institutionnalisation de l'économie du laisser-faire en Europe. Pour Colin Hines, le responsable de cette situation est la Table ronde des industriels européens, une organisation regroupant « 45 capitaines d'industrie tout-puissants issus de consortiums transnationaux »<sup>47</sup>. Il s'agit d'une des nombreuses organisations qui ont prêché la mondialisation dans le monde entier. Parmi les autres, citons le Council on Foreign Relations et la Commission trilatérale. Auteur d'une analyse de la Commission trilatérale, Stephen Gill soutient notamment l'idée qu'une hégémonie idéologique a vu le jour par l'entremise de ces organisations<sup>48</sup>. En ce qui concerne l'union monétaire en particulier, il voit dans le traité de Maastricht une tentative de « verrouillage » des engagements politiques envers ce qu'il appelle des « politiques d'orthodoxie fiscale et monétaire axées sur le monétarisme de marché »<sup>49</sup>(48).

Mais ce n'est pas la seule conclusion de cette réflexion. En effet, si une hégémonie intellectuelle des idées de libre-échange mondial a réellement pu voir le jour, le problème ne se limite pas au soutien apporté au système par les institutions, car les gouvernements nationaux risquent aussi d'épouser ces idées et d'en faire la base de leur réflexion sur la politique publique. C'est pourquoi Colin Hines déclare que la bonne parole de groupes tels que la Table ronde européenne a détourné les priorités des hommes politiques de leurs préoccupations initiales, à savoir la satisfaction des besoins des citoyens, au profit des intérêts du capital.

Si ce raisonnement est correct, il est alors inutile de compter sur les élus politiques pour dresser des remparts contre la mondialisation vu leur engagement intellectuel à les démanteler. C'est probablement pour cette raison que Colin Hines prône la création de coalitions au niveau local ; pour lui, la seule manière de contrer les effets ravageurs de la mondialisation est de constituer des coalitions locales regroupant des socialistes, des écologistes, voire des conservateurs, comme les petites et moyennes entreprises, qui seront également affectés par la mondialisation.

---

<sup>45</sup> Colin Hines, *Act local, act global: Greening the European Union - a challenge to globalisation*, Londres, le parti des Verts (The Green Party), 1998.

<sup>46</sup> Palmer et Hines, « For Good or Evil? »

<sup>47</sup> Palmer et Hines, « For Good or Evil? », p. 19.

<sup>48</sup> Stephen Gill, *American Hegemony and the Trilateral Commission*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

<sup>49</sup> Stephen Gill, « European Governance and the New Constitutionalism », *New Political Economy*, 3(1), 1998, p. 5

« Le clivage politique du siècle prochain n'opposera pas la gauche à la droite mais bien les partisans de la mondialisation à ceux de l'action locale »<sup>50</sup>.

---

<sup>50</sup> Palmer et Hines, « For Good or Evil? », p. 21.

## CONCLUSION

Le Royaume-Uni est le théâtre de deux grands débats animés autour de l'Union européenne, l'un à droite et l'autre à gauche. Malgré quelques arguments similaires, notamment les arguments économiques en faveur et contre l'adhésion du Royaume-Uni à la monnaie unique européenne, le débat reste cloisonné. Pour soutenir leurs propos, les porte-paroles de l'un des camps politiques n'ont pour ainsi dire jamais recours aux arguments du camp opposé. Le livre de Martin Holmes, *The Eurosceptical Reader*, parvient uniquement à concilier les arguments de gauche et de droite en les sortant de leur contexte<sup>51</sup>.

Les deux débats ne portent pas sur la même question. Pour la droite, la question centrale est celle de l'identité nationale. Son importance a été soulignée par un groupe d'écrivains, irlandais pour la plupart, dans une série d'essais publiés par Paul Gillespie pour l'Irish Institute of European Affairs. Selon ces auteurs, le Royaume-Uni traverse une crise d'identité qui comporte quatre dimensions : européenne, atlantique, interne et irlandaise<sup>52</sup>. La dimension européenne soulève des questions fondamentales sur la vision que le Royaume-Uni a de lui-même et de sa place dans le monde ; mais ce n'est pas le seul aspect à soulever de pareilles questions. Comme le souligne Brendan Halligan, « la crise identitaire du Royaume-Uni est multiple, mais si l'Europe constitue la manifestation la plus extrême de la profondeur et de l'intensité de cette crise, elle en est plutôt une conséquence qu'une cause fondamentale. L'origine du problème repose sur la vision que le Royaume-Uni a de lui-même en tant que société, qu'entité politique et qu'acteur sur la scène internationale »<sup>53</sup>.

Donc, pour ces observateurs irlandais, le problème est l'identité nationale, et l'Europe n'en est que le cadre. C'est ce qui transparait clairement des débats de la droite, principalement au sein du Parti conservateur. Toutefois, cette question transparait également dans le débat de la gauche. Il y a longtemps, Tom Nair avait déjà fait remarquer que la gauche britannique était aussi liée au nationalisme que le Parti conservateur<sup>54</sup> ; et voilà que l'argument revient dans le débat que les intellectuels mènent actuellement sur la capacité de l'Union européenne à mener à bien des objectifs de type socialiste, certains participants restant apparemment favorables à l'application de solutions nationales aux problèmes posés par le capitalisme.

Cependant, le débat à gauche s'inscrit dans le cadre plus général de la mondialisation, c'est-à-dire la transformation supposée d'un système d'économies nationales liées par le commerce en une véritable économie mondiale où les frontières nationales ont de moins en moins de raison d'être face aux processus de production et aux flux financiers et où les gouvernements perdent de plus en plus de leur contrôle sur le capitalisme mondial. Ces questions préoccupent tous les socialistes, et pas seulement la gauche britannique.

Tous ne reconnaissent pas l'existence de la mondialisation, mais la plupart des participants admettent que le capitalisme fait l'objet d'une internationalisation très poussée. Pourtant, la réponse à y apporter est loin de faire l'unanimité. La gauche proeuropéenne envisage la coopération au sein de l'Union européenne comme une nécessité tout en s'inquiétant des conséquences démocratiques que peut avoir un transfert de compétences vers l'Europe. Quant à la gauche eurosceptique, soit elle désespère de voir naître un jour une action efficace de type socialiste au niveau de l'Union, soit elle n'y a jamais cru de toute façon. Malgré leurs divergences, tous veulent en revenir à des solutions nationales.

Pour bon nombre de socialistes européens, la vision de la gauche nationaliste britannique doit avoir quelque chose de désespérément étriqué et rétrograde. En définitive, bien qu'ils souhaitent un autre

---

<sup>51</sup> Martin Holmes, *The Eurosceptical Reader*, Basingstoke et Londres, Macmillan, 1996.

<sup>52</sup> Paul Gillespie, *Britain's European Question: The Issues for Ireland*, Dublin, Institute of European Affairs, 1996.

<sup>53</sup> Brendan Halligan, « Britain, Ireland and EMU: the Currency Dilemma » in Gillespie, *Britain's European Question*, p. 126.

<sup>54</sup> Tom Nairn, *The Left Against Europe?*, Harmondsworth, Penguin, 1973.

modèle d'État, ils rejoignent leurs homologues de la droite eurosceptique, avec lesquels il leur serait très difficile de s'associer politiquement. Les eurosceptiques des deux camps ont tendance à ne voir que les aspects négatifs de l'Union européenne. Parmi eux, les seules idées réellement radicales proviennent des Verts qui, bien que leur attachement aux initiatives locales soit teinté d'idéalisme, parviennent au moins à éviter le rejet complet de la coopération européenne ou un abandon total de la confiance envers le gouvernement national.

À l'autre extrême, la droite proeuropéenne, forte d'arguments dictés par la nécessité économique, semble se détourner des problèmes de démocratie et de légitimité que pose le transfert des compétences de l'échelon national vers l'Union européenne.

Il est difficile de ne pas conclure en soulignant qu'une telle réflexion originale sur l'avenir européen du Royaume-Uni émane de la gauche proeuropéenne, et notamment de groupes de réflexion de centre-gauche tels que Demos ou l'Institute for Public Policy Research. Bien que certaines de leurs idées soient spéculatives, voire irréalistes, elles ont au moins le mérite d'engendrer de nouvelles idées sur l'Union européenne qui pourraient alimenter un débat national sur l'avenir de l'Europe, un débat qui irait plus loin qu'une simple discussion uniquement axée sur l'avenir du Royaume-Uni. Certaines idées intéressent également d'autres États membres qui, dans certains cas, sont confrontés pour la première fois au problème de la légitimité de l'Union européenne au sein de leur propre population. Si une partie du débat mené au Royaume-Uni peut sembler chauvin et quelque peu simpliste, les contributions britanniques au débat européen sur des questions capitales pour l'avenir de l'intégration européenne – comme le problème de la légitimité – sont sans doute plus avancées que celles que l'on trouve dans d'autres États membres.